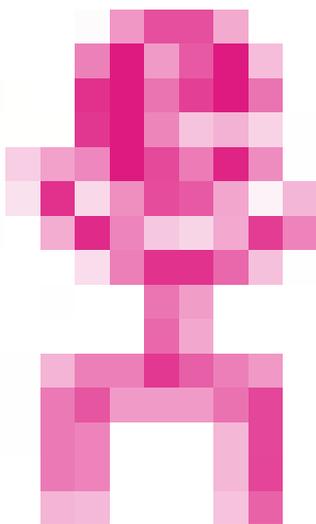


<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5539>



Toutes et tous en grève le 22 mai à l'appel de l'intersyndicale Fonction Publique



SNES académique de Dijon - S3 - Editorial -
Date de mise en ligne : jeudi 12 avril 2018

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Les annonces du Ministre Dussopt sur la Fonction Publique sont gravissimes (refonte du statut général de la fonction publique, recours au contrat plutôt qu'au statut, rémunération au mérite, fusion des CT et des CHSCT, limitations du rôle des CAPA). Le programme "Action Publique 2022" vise à annoncer les missions dont l'Etat entend se désengager par abandon ou privatisation. Macron n'avait-il pas, en d'autres temps assuré que « le statut de la fonction publique n'était plus adéquat » ? Imposera-t-il, comme dans son adresse aux agents de mai 2017, "(...) que chaque établissement recevant du public – des commissariats aux préfectures en passant par les écoles, les mairies, les hôpitaux et les tribunaux – affiche ses résultats et rende des comptes sur la qualité du service qu'il dispense en fonction des réalités locales" au nom de la recherche de la performance ?

Les fonctionnaires sont-ils d'accord avec ça ?

Dans l'éducation, les quatre réformes de l'accès à l'Université, du baccalauréat, du lycée général / technologique, de l'enseignement professionnel / apprentissage, sont cohérentes et dessinent un changement de nature profonde.

Pour le SNES-FSU, toute réforme doit améliorer tant les conditions d'étude des élèves, et en particulier ceux des milieux populaires que les conditions de travail des personnels, elle doit conduire à l'émancipation et à une hausse de la qualification des jeunes. Les projets actuels font perdre des heures d'enseignement aux élèves !

Alors que l'état s'apprête à transférer les DRONISEP aux régions, mettant à mal la gratuité, l'objectivité, la validité, la neutralité des informations transmises, le ministère de l'éducation nationale vient d'annoncer aussi la fermeture des CIO !

Les fonctionnaires, les personnels du MEN sont-ils d'accord avec ça ?

La réforme du ferroviaire, dans un contexte de sous-investissement structurel dans le réseau, d'endettement chronique de la SNCF pour palier à ce sous-investissement, d'ouverture à la concurrence privée, est à la fois une remise en cause des services publics et un préalable à la réforme des retraites de 2019 . Car la réforme des retraites qui s'annonce en 2019 sera également une réforme du statut, des statuts.

Quelle société dessinent ces réformes ? Les enseignants, les fonctionnaires, sont-ils d'accord avec ces changements ? Sont-ils prêts à se mobiliser ?

« Dans ce pays dont le gouvernement ne masque pas la défiance qu'il nourrit à l'égard des services publics et de ce qu'ils représentent, nous partageons confusément le sentiment que le lien entre les fonctionnaires et l'état s'est abîmé et qu'il importe de le réparer. », voilà quelle devrait être la parole de l'état.